

Les conditions de la sortie du tunnel pandémique

mercredi 9 mars 2022, par [Révolution écosocialiste](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2022).

La pandémie du coronavirus est un phénomène mondial. Elle trouve sa source dans la prédation capitaliste de la nature (déforestation, monocultures extensives, élevage industriel ...) visant à favoriser la reproduction du capital au détriment de la biosphère [1] et du bien commun. La pandémie a montré l'importance du prendre soin des gens, a aussi montré que tout ce travail était accompli, partout dans le monde, par les femmes et était accompli gratuitement ou si payé, sous rémunéré.

La rapidité de sa diffusion a été un effet de la mondialisation de l'économie. Les différents états ont érigé leur gestion de la pandémie en tenant compte uniquement de leur population respective. Les États les plus puissants se sont emparés prioritairement des vaccins n'hésitant à opérer un véritable apartheid sanitaire excluant une partie importante de la population mondiale de la possibilité de recevoir les soins adéquats.

Une impréparation qui vient de loin

Le Canada et le Québec n'étaient pas préparés à une pandémie de l'envergure que l'on connaît. Au Québec, le nombre de lits d'hôpitaux a été réduit de façon radicale. Le personnel de la santé également. Les masques et autres moyens de protection face à la pandémie n'étaient pas produits ici. Les stocks étaient inexistantes. Une réelle autonomie en matière de santé avait été abandonnée au profit de délocalisations dans une logique de mondialisation et de recherche de moindre coût et d'engrangement des profits. Les moyens de dépistage n'étaient pas disponibles. La réalité et l'étendue de la pandémie ne pouvaient être réellement estimées. Face à ces pénuries, on a donc assisté à une course effrénée de tous les pays occidentaux pour se procurer le matériel nécessaire (masques, ventilateurs, tests) en Chine dans un climat de foire d'empoigne. Pour couvrir cette impréparation, nous avons eu droit de la part des responsables de la santé publique à l'expression de doutes sur l'utilité des masques et sur le fait que leur port généralisé relevait plus d'une question de culture que d'une nécessité sanitaire. Le dépistage n'a jamais été systémique à cause du manque de matériel nécessaire. L'absence de moyens et le refus de réquisitionner l'appareil productif pour se donner ses moyens d'évaluer la situation, de se protéger et de se soigner ont conduit au rejet de la stratégie de zéro Covid basé sur le dépistage, le traçage et des confinements ciblés.

L'inégalité devant la pandémie

La pandémie a durement frappé en fauchant plus de 5000 vies dans les CHSLD et les RPA dont majoritairement des femmes. Cette catastrophe a démontré que le manque de personnel et que la recherche d'un maximum de profits (l'hébergement des personnes âgées au Québec est majoritairement le fait de l'entreprise privée) ont été à la source des manques de soins et la cause de l'hécatombe qu'on n'a pas su voir venir et qu'on a même pas essayé de prévenir.

Le personnel de soin a été également durement touché. Ce sont particulièrement les femmes et les

femmes racisées qui étaient en premières lignes pour assurer ce travail. Elles viennent majoritairement des agences de placement que l'application des mesures néolibérales en santé ont favorisé. Mais ces agences sont réputées pour leurs pratiques de surexploitation de leur main d'œuvre. Insuffisamment protégé-e-s, le nombre de travailleuses et de travailleurs touchés par la COVID a bondi et les effectifs pour faire face à la pandémie ont été réduits.

Ce manque de protection s'est également manifesté lors des retours en classe. Le personnel enseignant et d'autres personnels ont dû faire face au refus de leur fournir le matériel nécessaire pour les protéger (maques N-95), matériel constamment réclamé. Depuis la reconnaissance de la transmission du virus par aérosol, les organisations syndicales réclament l'installation de systèmes de ventilation. Aujourd'hui, au début de 2022, deux ans après le début de la pandémie, un travail systématique d'installation n'est pas encore en cours.

Une gestion incohérente de la crise sanitaire

L'incohérence de la gestion de la crise sanitaire découlait de la contradiction dans laquelle étaient embourbés les différents gouvernements capitalistes entre leur volonté de maintenir à tout prix l'activité économique d'une part et la protection de la population dans une situation de pénurie de moyens pour faire face à la pandémie d'autre part.

Pour éviter l'approfondissement de la crise économique provoquée par la pandémie, les gouvernements ont donc soutenu la trésorerie des entreprises et ont fourni les revenus d'appoint pour permettre la consommation des travailleurs et des travailleuses et la survie des plus pauvres qui ont bravé la sottise réglementation d'une Aide-sociale qui maintient en état de pauvreté, avec les conséquences épouvantables qu'ils ont subies. Pour protéger un système sanitaire déjà affaibli par les politiques néolibérales, on a compté dans un premier temps sur une politique disciplinaire de distanciation sociale par la fermeture de lieux de socialisations (restaurants, bars, saunas, salles de spectacles...) visant à ralentir la contamination afin d'empêcher que le système hospitalier ne s'effondre sous la généralisation des infections. Les gouvernements sont allés jusqu'à confiner les gens dans des bulles familiales définies plus ou moins étroitement. Ce n'est pas la pandémie qui a créé les vagues, mais bien la politique du stop and go privilégiant soit le combat contre la progression de la pandémie, soit permettre le fonctionnement « normal » de l'économie. Cette contradiction peut se résumer par le double mot d'ordre contradictoire : « restez chez vous pour éviter la contamination, mais tous et toutes au travail. ». Face aux pressions de la relance du fonctionnement normal de l'économie, les gouvernements permettent aux travailleurs et les travailleuses qui ne peuvent se convertir au télétravail, de retourner au travail sans être réellement protégé-e-s.

Les modalités changeantes des confinements et des déconfinements semblaient davantage suivre une logique de gestion politique du mécontentement qu'une logique purement sanitaire.

La campagne de vaccination au centre de la stratégie

Avec l'arrivée des vaccins, une large campagne de vaccination a été au centre de la stratégie gouvernementale. Mais à ce niveau également, les discours ont dû être réajustés. Si au début on croyait que les vaccins protégeraient de la transmission du virus, on a dû se rendre à l'évidence que tel n'était pas le cas. Les vaccins protègent contre les formes graves de la maladie et contre l'hospitalisation, mais même des personnes doublement vaccinées pouvaient attraper la maladie et la transmettre. Puis, on s'est rendu compte que la protection du vaccin n'est que temporaire, c'est alors que la nécessité d'une troisième dose a été mise de l'avant. Une possible quatrième dose est aujourd'hui à envisager de même qu'un rappel annuel.

Si la défense de la vaccination la plus large est une nécessité pour faire face à la pandémie, le travail de conviction a été rapidement remplacé par des obligations frappant des secteurs particuliers de la population. Le gouvernement Trudeau l'a imposé à l'ensemble des fonctionnaires. Le gouvernement Legault a tenté de l'imposer aux travailleuses et travailleurs de la santé, mais devant la résistance rencontrée, il a dû reculer, car le système hospitalier déjà mal en point n'aurait pu résister à des licenciements de son personnel non vacciné.

Au lieu de compter sur le développement de solidarités que l'on peut retrouver dans les lieux de travail, dans les voisinages, dans les parentés et dans les relations et réseaux affinitaires pour encourager et favoriser l'auto-organisation de la campagne de vaccination, les gouvernements ont commencé à construire un bouc émissaire pour se disculper de leur incapacité à contrer cette pandémie. Ils ont mis en place un passeport sanitaire visant à interdire l'accès à certains services aux personnes non vaccinées et ont développé tout un discours pour les rendre responsables des difficultés du système de santé. Dans cette même logique, le gouvernement Legault est allé jusqu'à envisager de faire payer une « contribution santé » aux personnes non vaccinées avant de reculer sur une mesure qui ouvrait la voie à une remise en question à l'université de l'accès au soin de santé.

La production et la diffusion des vaccins : trusts pharmaceutiques et nationalisme vaccinal

La majorité de la recherche sur les virus avait été faite par des centres de recherches publics. Mais, les gouvernements s'en sont remis aux grands trusts pharmaceutiques pour produire les vaccins et les diffuser. L'arrivée des vaccins ne s'est pas faite suite à une planification mondiale de distribution de ces derniers. Les grands pays capitalistes avancés, le Canada en tête, ont cherché par des investissements massifs à accaparer du maximum de vaccins au mépris d'une distribution plus égalitaire au niveau planétaire. Plus grave encore, le gouvernement canadien, s'est fait le défenseur des brevets des pharmaceutiques et s'est objecté à la production et à la diffusion libre des vaccins limitant encore une fois, l'accès aux vaccins. Les pays du G7 qui n'hébergent que 10% de la population mondiale ont monopolisé la vaste majorité des doses et ont défendu un nationalisme vaccinal qui peut conduire à une véritable impasse. L'expérience a démontré que le virus est aveugle aux frontières. Des variants peuvent apparaître dans des pays peu vaccinés et se rediffuser à l'échelle mondiale en relançant la pandémie. Ce nationalisme vaccinal relève d'une logique honteuse et vient anéantir nos chances de parvenir à éliminer le virus qui nous menace. Aujourd'hui, sur le continent africain, environ 10% de la population est pleinement vaccinée alors que nous sommes à envisager une quatrième dose.

La gestion marquée par le paternalisme autoritaire

Dès la première vague de mars 2020, le gouvernement Legault a mis en place l'état d'urgence sanitaire (14 mars 2020) et nous n'en sommes pas sortis. Il a rejeté les appels de tous les partis d'opposition à mettre fin à cet état d'urgence qui permet d'imposer des décisions arbitraires. Il a décrété des changements dans les conditions de travail en faisant fi des conventions collectives. Il a annulé des vacances des infirmières. Il a ordonné des confinements, des déconfinements et des reconfinements en jouant sur les modalités sans en justifier les tenants et aboutissants. Il est même allé jusqu'à imposer par deux fois le couvre-feu à l'ensemble de la population du Québec.

Avec cet état d'urgence le gouvernement Legault en a profité pour placer sa stratégie de négociation des travailleurs et travailleuses du secteur public : augmentation de 2% sans indexation au coût de la vie, introduction de la division entre le personnel par une politique de titres d'emplois favorisés et rémunérés (ses anges gardiens : infirmières, préposé-e-s aux bénéficiaires et enseignant-e-s au primaire et secondaire) au détriment des autres titres d'emplois. Il promet mer et monde mais aucune indexation au coût de la vie, seulement des primes mirobolantes assorties de conditions

quasi impossibles et surtout ne faisant pas partie du régime de retraite.

Il a surtout refusé d'aborder la crise du coronavirus en donnant des initiatives aux diverses organisations de la société civile et en offrant des cadres démocratiques où ils auraient pu apporter leurs propositions et définir leurs contributions à la lutte contre la pandémie.

Face à la montée des féminicides et des violences faites aux femmes en temps de pandémie, et surtout face aux protestations publiques, le gouvernement Legault a rajouté des fonds pour l'hébergement des femmes en difficultés mais l'hébergement suite au divorce et celui pour les femmes autochtones demeurent sans suite.

La montée de la grogne face à la gestion autoritaire fait le lit de l'extrême droite

L'autoritarisme des gouvernements avec la multiplication des mesures minant les droits démocratiques de la population, leur improvisation constante, leur paternalisme et leurs prises de position incohérentes et contradictoires sous l'aile protectrice des « experts » tout cela a révélé une impuissance et un arbitraire qui a nourri le mécontentement de la population.

L'extrême droite s'est appuyée sur le mécontentement créé par la gestion incohérente et autoritaire de la pandémie qui a restreint les droits démocratiques de la population, pour organiser le déni militant et radical de la pandémie en s'appuyant sur des théories du complot et le rejet a priori de l'expertise scientifique. Elle a appelé à la levée de toutes mesures sanitaires et au renversement des gouvernements eux-mêmes. La gestion incohérente et manipulatrice de la pandémie a nourri une dynamique de fascisation dans l'ensemble des sociétés occidentales. L'impact de l'extrême droite a été d'autant plus efficace qu'elle a su se faire l'expression radicale des pressions des milieux d'affaires qui voulaient à tout prix reprendre au plus vite un fonctionnement économique normal et le démantèlement de toute forme de protection collective. Alors que les gouvernements développent des discours sur la possibilité et la nécessité de vivre avec la pandémie et sur la réalisation de l'immunité collective sur une base nationale, la volonté de la bourgeoisie exprime la volonté de faire fonctionner l'économie quoiqu'il en coûte en termes de morts, ou de formes persistantes de la maladie au prix de menacer le fonctionnement du système sanitaire.

Le déni de la pandémie signifie ni plus ni moins que l'affirmation que la pandémie n'est pas si grave, car elle ne touchera que les personnes âgées et les personnes vulnérables. Cette position de la gravité de la pandémie est une position de désolidarisation par rapport à une partie importante de la population conduisant à assimiler tout moyen de prévention à une répression autoritaire. Notamment, on fait peu de cas de l'impact de cette "normalisation" du virus sur les millions de personnes dont le système immunitaire est fragile et qui seraient alors confinées à l'extrême.

La pandémie touche les catégories les plus discriminées de la société, les personnes pauvres, les personnes âgées, les personnes déjà vulnérables de co-morbidités les personnes racisées, les femmes.

L'espoir toujours repoussé de l'immunité collective

Si l'immunité collective a été envisagée par les régimes conservateurs (Bolsonaro, Johnson, Trump) comme stratégie possible au début de la pandémie, et ce, en l'absence de vaccins, les pertes s'annonçant trop nombreuses et non gérables politiquement, cette orientation a dû être abandonnée. Mais avec la vaccination de masse, la perspective de toucher à l'immunité collective semble à portée de main.

Des discours dangereux resurgissent. Il faudrait apprendre à vivre avec le virus. Les propos qui comparent cette infection à la grippe refont surface. Or si Omicron semble moins létal, sa grande

transmissibilité fait que le grand nombre de personnes infectées conduit tout de même à un nombre important de personnes mortes. Présenter Omicron comme un virus bénin est tout à fait irresponsable, surtout qu'il reste beaucoup à apprendre sur les formes longues de l'infection par la covid 19. Sans parler de la menace de l'apparition de nouveaux variants compte tenu du caractère très inégal de la vaccination au niveau mondial.

Parler d'immunité collective sur une base nationale est aujourd'hui le nouveau mythe dont les gouvernements permettent la circulation. Alors que l'on sait que l'immunité collective ne sera acquise que si la majeure partie de l'humanité a bénéficié de la vaccination sans quoi la pandémie ne peut que rebondir avec l'apparition de différents variants.

Des pistes : les indispensables et les incontournables [2]

1. Au Québec, le sous-investissement dans le système de santé a été chronique avec la gestion néolibérale. La privatisation a été rampante. Il faut défendre l'urgence d'un réinvestissement massif dans le système de santé et embaucher massivement dans le secteur public et communautaire pour pouvoir répondre aux besoins de la population. Il faut mener une campagne pour en finir avec les conditions lamentables faites aux personnes âgées dans les CHSLD et les RPA et socialiser l'ensemble du système de santé et de soin (CHSLD, RPA, cliniques privées, laboratoires privés jusqu'aux installations pharmaceutiques présentes sur le territoire québécois). Le projet de Pharma-Québec est plus pertinent que jamais. Il faut améliorer les salaires et les conditions de travail. De plus, il faut que toutes les personnes sur le territoire aient accès à un médecin de famille par le réseau public, et pas dans les immondes GMF.
2. « Redonner vie à la solidarité, à l'action collective, à l'auto-organisation et partant à la liberté en action, c'est agir pour obliger une autre politique des vaccins, leur généralisation et leur production de masse pour une vaccination de l'ensemble de la planète, pour aider les plus démunis et les plus réticents à se faire vacciner, en s'organisant à la base, et décider tout ensemble de soumettre nos besoins et désirs individuels à une cause plus générale, la disparition de cette pandémie par la fin des brevets, les transferts de technologie, la réquisition des entreprises pharmaceutiques. » Il faut partir des organisations associatives, syndicales et politiques. » [3].
3. Il faut reconnaître le caractère de bien public de la santé, de l'appareil sanitaire et de tous les instruments de protection. Dans tous les secteurs stratégiques à la lutte contre la pandémie, des matériels de protection adaptés doivent être fournis par l'État en réquisitionnant des entreprises pour les produire si nécessaire. Qu'attend le gouvernement Legault pour fournir gratuitement des masques N-95 aux travailleurs et travailleuses de la santé et aux enseignantes et aux autres personnels du milieu de l'éducation. Les travailleurs et travailleuses de ces secteurs doivent être associés à l'établissement des mesures de sécurité. Qu'attendent le gouvernement Legault et son « jovial » ministre de l'Éducation pour installer les purificateurs d'air dans toutes les écoles du Québec.
4. Il faut exiger des États centraux qu'ils financent la vaccination rapide à vaste échelle de l'ensemble de la population du Sud global. C'est là une condition du dépassement de la pandémie. Le gouvernement Trudeau doit en finir avec son nationalisme vaccinal et sa défense des brevets des grandes pharmaceutiques, défense qui diminue l'accès de populations entières à la vaccination. Le gouvernement fédéral devrait d'ailleurs enfin répondre aux revendications des provinces pour un financement plus important des services de santé.
5. Reconnaître la part des femmes dans le travail accompli et en mettant le travail du prendre soin au cœur des communautés. Cette situation de surexploitation des femmes est aussi une toile de fonds pour toutes les violences commises contre les femmes. Il importe de s'attaquer à ce mépris généralisé des femmes.

6. Sortir enfin du tunnel de la gestion néolibérale par la socialisation du système de santé et de l'ensemble de la production sociale

La pandémie a démontré que les politiques néolibérales (sous-financement et privatisation rampante) a déconstruit le système de santé et l'a rendu inapte à répondre aux besoins de la population du Québec. Il faut en finir avec la diminution du nombre de lits et la réduction du personnel en santé. Une réembauche massive du personnel soignant dans le secteur public de santé est une priorité. La nationalisation des grands groupes pharmaceutiques par le lancement de Pharma-Québec est aussi la tâche de l'heure. Laisser aux grandes pharmaceutiques le contrôle sur la production des médicaments et des vaccins, c'est multiplier des dépenses qui contribuent à l'enrichissement d'intérêts privés. Pour financer, cette reprise en main de notre système de santé, il ne faut pas hésiter à lever des impôts sur les grandes fortunes, le capital et les aux hauts revenus.

Non seulement il faut renforcer le système public de soin et imposer des mesures de contrôle populaire sur le système de soins, mais il faut imposer sa réorganisation dans le cadre d'une planification démocratique orientée en fonction de la définition de besoins sociaux.

Enfin, parler de l'essentiel, c'est identifier les fondements de la résurgence de ces pandémies en ce début du XXI^e siècle et mettre fin à toutes les activités et pratiques identifiées comme les causes directes ou indirectes des pandémies. Essentiellement, c'est avec les rapports de prédation que le capitalisme impose à la nature qu'il faut en finir. La lutte contre les pandémies, doit être, en dernière instance, une lutte contre le capitalisme, une lutte pour l'écosocialisme.

Révolution Écosocialiste

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Les-conditions-de-la-sortie-du-tunnel-pandemique-51565>

Notes

[1] Andreas Malm, La chauve-souris et le capital, Stratégie pour l'urgence chronique, Éditions La fabrique, 2020

[2] Alain Bihr, Face au COVID-19, nos existences, leurs, incohérences, Syllepse, 2021

[3] De quoi la liberté est-elle le nom ? Pistes pour combattre la pandémie tout-e-s ensemble, Patrick Le Moal, 10-01, 2022, Gauche anticapitaliste